

### **III. LES FONDEMENTS SOCIAUX :** **LA LUTTE CONTRE LA POLITIQUE DE "PAIX** **CIVILE" DES "INSTANCES" DE 1914 À 1918**

#### **1. L'"opposition à l'intérieur de l'organisation" social-démocrate et la discussion à propos de la question de l'organisation au Congrès constitutif de l'USPD**

C'est lors de l'éclatement de la première guerre mondiale que le résultat du processus d'évolution, que les radicaux de gauche des différentes traditions avaient cherché à mettre à nu par leur critique de 1890 à 1914, devint évident. L'idéologie officielle du SPD, qui fut révolutionnaire marxiste après comme auparavant, contrastait vivement avec son intégration objective dans l'ordre capitaliste existant<sup>1</sup>. Le processus de bureaucratisation à l'intérieur des organisations ouvrières avait progressé continûment et avait contribué de manière essentielle à ce processus d'adaptation. Tandis qu'en 1890 l'activité dans les organisations prolétariennes se faisait généralement sur la base du volontariat, elle était accomplie en 1914 par des appareils de fonctionnaires qui suivaient une politique conforme à leur nature sociale. Le SPD était administré en 1914 par 267 rédacteurs, 89 secrétaires, 413 commerciaux et 2 646 techniciens<sup>2</sup>. Le nombre d'employés dans les organisations centralisées des "syndicats libres" passa de 269 en 1900 à 2 867 lorsque la guerre éclata en 1914, c'est-à-dire plus du décuple, tandis que le nombre d'adhérents augmentait seulement de moins du quadruple<sup>3</sup>.

Le véritable caractère de l'organisation, aussi bien du parti que du syndicat, se manifesta dans la décision arbitraire de ses couches dirigeantes autonomisées en faveur de la soi-disant politique de "paix civile" au cours de la première guerre mondiale, politique qui fut lancée de manière spectaculaire le 4 août 1914 par l'autorisation des crédits de guerre au parlement<sup>4</sup>. Les "syndicats libres" avaient déjà pris, lors d'une conférence de ses dirigeants le 2 août 1914, une décision arbitraire, qui ne s'interrogeait pas du tout sur la volonté des larges couches de ses adhérents, en faveur de la paix civile. La réaction des adhérents des organisations ouvrières aux conséquences de cette décision que l'on qualifia de "politique des instances", fournit l'impulsion décisive à l'autonomisation organisationnelle de ce qu'était jusqu'alors l'opposition radicale de gauche dans le SPD, au cours des années suivantes.

Le 4 août 1914, une petite minorité des députés du SPD au Reichstag s'était exprimée, lors d'une réunion de la fraction, contre l'autorisation des crédits de guerre; mais ils y avaient ensuite consenti au parlement, par discipline de fraction. Comme l'on pouvait s'y attendre, les radicaux de gauche dans le SPD jouèrent un rôle dirigeant dans le mouvement d'opposition déclaré qui allait bientôt se mettre en place. En septembre 1914, Karl Liebknecht se rendit en Hollande et en Belgique, et il y certifia aux camarades étrangers que l'opposition à la politique

---

<sup>1</sup> Voir Wolfgang Abendroth, *Das Problem der Beziehung zwischen politischen Theorie und politischer Praxis* [Le problème de la relation entre la théorie politique et la pratique politique], *loc. cit.*, p. 467 sq.

<sup>2</sup> D'après Ossip Karl Flechtheim, *Die kommunistische Partei Deutschlands in der Weimarer Republik* [Le Parti communiste d'Allemagne sous la République de Weimar], Offenbach 1948, p. 5.

<sup>3</sup> Voir Gerhard Ritter, *Die Arbeiterbewegung im Wilhelminischen Reich* [Le mouvement ouvrier sous l'Empire wilhelminien], *opus cité*, p. 169 sq.

<sup>4</sup> Concernant les bases historiques de la politique de "paix civile", voir tout particulièrement : Arthur Rosenberg, *Die Entstehung der Weimarer Republik* [La naissance de la République de Weimar].

de "paix civile" de la majorité du SPD au Reichstag était active. En décembre 1914, l'autre vieux compagnon de lutte de Rosa Luxemburg, Franz Mehring, compara, dans une lettre aux camarades anglais, la situation d'alors dans le SPD à celle de la première année d'application de la Loi contre les socialistes; le mot d'ordre devait être maintenant comme naguère : « Avec les chefs s'ils le désirent, sans les chefs s'ils restent inactifs, malgré les chefs s'ils y répugnent! »<sup>5</sup>. Mais des débuts d'opposition se manifestèrent aussi bientôt dans des cercles plus larges que ceux des radicaux de gauche; depuis la mi-septembre 1914, l'organe du SPD à Berlin, le "Vorwärts" [En avant], ne laissa aucun doute sur sa condamnation de la politique de guerre de la majorité; des organes de presse locaux du SPD le suivirent bientôt partout dans l'Empire<sup>6</sup>.

Les causes de cette hostilité à l'encontre de la politique de "paix civile" n'étaient, dans cette autre opposition dont les porte-parole se recrutèrent avant tout dans les rangs de l'ancien centre marxiste regroupé autour de Kautsky, en aucun cas identiques à celles des radicaux de gauche. Karl Liebknecht, par exemple, était par principe contre la guerre actuelle; la seule lutte efficace pour la paix était la lutte pour le socialisme dans les nations impérialistes belligérantes. L'autre opposition approuvait la guerre comme guerre de défense nationale, mais elle condamnait son caractère impérialiste et elle était contre tout annexionnisme. Le premier, Liebknecht s'était déjà prononcé ouvertement en décembre 1914 au Reichstag contre l'autorisation des crédits de guerre. Après que seul Otto Rühle se fut joint à lui en mars 1915, ce n'est qu'en décembre (1915) qu'un groupe de dix-huit autres députés du SPD au Reichstag suivit son exemple lorsque, du fait d'annonces mensongères de victoire sur le front occidental, un climat favorable à une paix d'annexion avait pris de l'importance jusque dans les rangs du SPD. Au début de 1916, ces forces sortirent de la vieille fraction et se réunirent tout d'abord, en tant que "Communauté social-démocrate du Travail", en une "opposition à l'intérieur de l'organisation" – ainsi qu'elles le formulèrent elles-mêmes. Le nombre croissant de refus de crédits de guerre devint l'indice du renforcement de l'opposition, même chez les adhérents. Inconciliables sur le plan des principes, les deux courants oppositionnels, la "Communauté du Travail" et la plus large partie des radicaux de gauche qui s'était réunie illégalement en mars 1916 dans la Ligue-"Spartacus" au niveau de l'Empire, furent poussés à s'associer finalement en avril 1917 dans une organisation commune. L'autonomisation organisationnelle avait été accélérée au cours de l'année 1916 par les exigences annexionnistes, qui devenaient de plus en plus impudentes, de l'aile droite du SPD et par les mesures imposées par la force de la bureaucratie du parti contre les feuilles de parti oppositionnelles, sous le couvert des autorités militaires (par exemple, le "vol du Vorwärts" en octobre 1916)<sup>7</sup>. La direction du parti réagit de manière très sévère à une conférence exceptionnelle des deux courants oppositionnels en janvier 1917 et, de son côté, elle prit bientôt l'initiative d'exclure l'opposition du parti. C'est avec un enthousiasme variable et des espérances diverses que la "Communauté du Travail" et la Ligue-"Spartacus" s'associèrent pour Pâques 1917 à Gotha dans le "Parti Social-démocrate Indépendant d'Allemagne" (USPD)<sup>8</sup>.

La discussion sur les fondements de l'organisation au Congrès constitutif de l'USPD montre très clairement dans quelle mesure et de quelle manière le problème masses-chefs s'était manifesté d'août 1914 à avril 1917 dans l'ensemble de l'opposition. Une partie de l'opposition (Kautsky, Bernstein, etc.) se définissait exclusivement par son hostilité aux crédits de guerre et elle contribua peu à la question de l'organisation qui était centrale lors du congrès. Une partie plus importante en revanche (Haase, Ledebour, etc.), qui fit adopter en fin

<sup>5</sup> Cité chez : Eugen Prager, *Geschichte der USPD. Entstehung und Entwicklung der Unabhängigen Sozialdemokratischen Partei Deutschlands* [Histoire de l'USPD. Naissance et développement du Parti Social-démocrate Indépendant d'Allemagne], Berlin 1921, p. 49.

<sup>6</sup> Voir Carl E. Schorke, *German Social Democracy, opus cité*, p.295 sq.

<sup>7</sup> Voir à ce sujet pour le détail Eugen Prager, *opus cité*, p. 81 sq.

<sup>8</sup> Voir en particulier Carl E. Schorke, *opus cité*, p. 312 sq.

de compte ses grandes lignes organisationnelles, rejetait certes fondamentalement la forme d'organisation du SPD mais repoussait la refonte de l'organisation et du programme à la cessation de la guerre, en fonction des connaissances nouvelles qui seraient acquises durant la guerre. Jusque-là, les statuts d'organisation du SPD (auxquels son organisation réelle ne correspondait plus bien sûr depuis longtemps) devaient constituer le fondement du parti; on insistait fortement là-dessus : « Les camarades du parti sont tenus de les appliquer dans un *esprit démocratique* et d'essayer tout particulièrement de donner à toutes les décisions importantes un fondement démocratique »<sup>9</sup>. Le représentant de la "Communauté du Travail" se montra, dans son rapport sur l'organisation, préoccupé par le fait que « les fonctionnaires n'obtiennent jamais la prépondérance »<sup>10</sup>. « Dans la nouvelle organisation, le corps des fonctionnaires ne doit jamais dominer »<sup>11</sup>. Il pensait pouvoir prévenir le processus funeste de bureaucratisation par la rémunération d'un tiers au plus des fonctionnaires dirigeants. L'état d'esprit dans les cercles de l'autre opposition était sans équivoque contre la bureaucratisation dans le parti et pour une décentralisation modérée; pourtant leurs représentants à Gotha n'étaient pas prêts à abandonner complètement les conceptions organisationnelles hiérarchiques, dans la mesure où elles leur semblaient indispensables à la force d'action du parti. Des mesures par exemple selon lesquelles l'Exécutif du parti ne doit pas avoir de compétences en ce qui concerne les nominations pour les secrétariats locaux ou de district, selon lesquelles on lui interdit l'acquisition de droits de propriété dans les institutions de presse du parti et l'on ne confère aux membres rétribués que des voix consultatives, étaient dictées manifestement par les expériences directes de politique quotidienne avec l'appareil du SPD. Cette récusation<sup>12</sup> des dirigeants politiques, fortement chargée de ressentiment et qui est apparue lors de ces violentes discussions avec la direction du parti, fut la forme d'opposition la plus générale et la plus répandue chez les membres et elle resta jusqu'en 1921 le facteur socio-psychologique le plus constant pour l'afflux des masses dans les organisations radicales de gauche.

Avec leurs exigences, les radicaux de gauche n'allèrent guère plus loin que cette attitude plus réactive dans la question de l'organisation. Fritz Rück<sup>13</sup>, le co-rapporteur à la question de l'organisation, désigné par le groupe radical de gauche le plus important, la Ligue-"Spartacus", exigea une concrétisation de la revendication d'une pratique organisationnelle démocratique; c'est ainsi que fut admis comme une possible concrétisation le scrutin primaire dans la rédaction définitive des grandes lignes de l'organisation :

« Afin de déplacer le centre de gravité de l'action politique vers les masses, il faut provoquer un scrutin primaire pour toutes les décisions importantes qui fixent la conduite

---

<sup>9</sup> Voir Procès-verbal des débats du Congrès constitutif de l'USPD du 6 au 8 avril 1917 à Gotha, édité par Emil Eichhorn, Berlin 1921, p. 35.

<sup>10</sup> *Ibidem*, p. 18.

<sup>11</sup> *Ibidem*, p. 18.

<sup>12</sup> Le degré d'hostilité acharnée qui a été provoqué avec cela par la bureaucratie du Parti chez les opposants se reflète fortement dans les descriptions contemporaines des événements par les personnes concernées. Voir Heinrich Ströbel (journaliste de l'ancien "Vorwärts") : *Die deutschen Revolution, ihr Unglück und ihre Rettung* [La Révolution allemande, son malheur et son sauvetage], Berlin 1922, et tout particulièrement p. 22 sq. ; Eugen Prager (journaliste de "Die Freiheit", organe de l'USPD), *opus cité*.

<sup>13</sup> Fritz Rück (1895-1959) a rejoint comme jeune soldat le groupe "Spartacus" ; membre fondateur du KPD, dans l'opposition de droite du KPD à partir de 1924 ; en 1933 , émigration en Suisse, puis correspondant de journaux suisses en Suède ; en 1950, retour en République fédérale, journaliste auprès du Syndicat de l'imprimerie et du papier. D'après : Hanno Dreschler, *Die Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands. Ein Beitrag zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung am Ende der Weimarer Republik* [Le Parti Ouvrier Socialiste d'Allemagne. Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier à la fin de la République de Weimar], thèse de doctorat Marbourg/Lahn 1962, p. 369.

du parti pour une longue période, à condition qu'il en existe les possibilités techniques. »<sup>14</sup>

Ce paragraphe aussi bien que la résolution finale sur les grandes lignes de l'organisation, qui exige une « large indépendance et liberté d'action pour les organisations locales, pour celles des cercles et des districts », sont des concessions de la majorité de l'USP aux radicaux. Rück avait fait dépendre l'entrée du groupe "Spartacus" dans la nouvelle organisation de l'acceptation de ces deux points. Il exposa de manière détaillée la question de l'organisation :

« La plus large liberté d'action doit être garantie aux organisations locales. L'initiative ne doit pas être entravée. L'orateur insiste pour que le "provisoire" soit plus présent dans les grandes lignes. Peut-être aurons-nous plus tard de tout autres bases pour l'organisation que les circonscriptions électorales... L'on doit toujours insister absolument sur le fait que l'organisation ne doit pas être un but en soi. C'est pourquoi l'organisation doit être constituée de manière encore plus élastique... Les instances n'ont plus le droit de décider, et l'on doit donner aux travailleurs eux-mêmes la possibilité de choisir une autre tactique, une tactique révolutionnaire. »<sup>15</sup>

Ces considérations semblent au premier coup d'œil paraphraser tout simplement les prémisses de la spontanéité établies par Rosa Luxemburg avant la guerre<sup>16</sup>. Cependant, le virage de la revendication de l'action de masse à quelque chose de fédéraliste est de manière flagrante nouveau; Rosa Luxemburg n'a jamais exigé « la plus large indépendance et liberté d'action » pour les organisations locales; ces mots d'ordre sont professés littéralement par les syndicalistes révolutionnaires. Bien que Rück lui-même ait pris un tout autre chemin dans son évolution politique ultérieure, l'on peut voir objectivement dans son discours un témoignage précoce de la mise en forme communiste de gauche des idées de Rosa Luxemburg à l'intérieur de la Ligue-"Spartacus" elle-même. Les mesures anti-bureaucratiques qui furent proposées par les radicaux étaient plus rigoureuses que celles de la majorité de l'USP. Certains ne voulaient plus en effet d'employés de parti rémunérés; d'autres voulaient limiter la part de l'exécutif aux cotisations des adhérents à 5%, etc.<sup>17</sup>; ces motivations déterminèrent encore directement les statuts d'organisation du KAPD et de l'AAUD et elles coïncidèrent avec les conceptions organisationnelles de la FAUD.

Ce qui est finalement étonnant dans l'exposé de Rück, c'est la remarque que l'on aura « peut-être plus tard de tout autres bases pour l'organisation » que les circonscriptions électorales. Rück peut avoir difficilement pensé aux organisations des conseils cinq mois avant la Révolution d'Octobre russe; quelle que soit la façon dont il a pu imaginer les bases futures de l'organisation, sa réflexion montre dans quelle mesure toutes les conceptions organisationnelles antérieures avaient progressé. On devra rechercher dans ce qui va suivre de quelle manière la discussion se déroula dans les groupes radicaux de gauche et où la tendance communiste de gauche commença à se mettre en place en contradiction perceptible avec la Ligue-"Spartacus".

## **2. La discussion à propos de la question de l'organisation dans le Groupe-"Spartacus"**

<sup>14</sup> Voir Procès-verbal des débats du Congrès constitutif de l'USPD, p. 19-23.

<sup>15</sup> Voir *ibidem*, p. 22 sq.

<sup>16</sup> C'est ce que dit Werner t. Angress, *Stillborn Revolution, the Communist bid for power in Germany 1921-1923*, Princeton - New Jersey 1963, p. 11.

<sup>17</sup> Vor Carl E. Schorke, *opus cité*, p. 318.

Étant donné la violente discussion concernant la question de l'organisation lors du congrès constitutif de l'USPD (avril 1917) et étant donné en particulier la prise de position rigoureuse de Fritz Rück qui parlait au nom du Groupe-"Spartacus", il est remarquable que, dans la critique de Rosa Luxemburg à l'égard de la social-démocratie allemande, l'antipathie des masses "trahies" envers leurs chefs ne trouve son expression que dans des tournures très générales et qu'elle n'en tire aucune conclusion organisationnelle. Dans sa brochure, qu'elle fit paraître sous le nom de Junius<sup>1</sup>, l'aigreur à propos de la défaillance historique de la Deuxième Internationale et, au sens plus étroit, du SPD, en tant que dirigeante de celui-ci, est la note caractéristique qui prédomine dans sa critique. La guerre en cours est interprétée comme « une compétition dans le capitalisme, qui s'est déjà développé jusqu'à son apogée, pour la domination mondiale, pour l'exploitation des derniers vestiges des zones du monde non capitalistes »<sup>2</sup>. La politique de "paix civile" est analysée minutieusement et condamnée. Avec l'acceptation de la paix civile, la social-démocratie a renié la lutte des classes pour la durée de la guerre. Mais elle renie en même temps la base de sa propre existence. Rosa Luxemburg répondait à la question de savoir ce que l'opposition devait faire, en réitérant – par la citation détaillée de son écrit sur la grève de masse – ses conceptions de la spontanéité. Elle rejetait toute espèce de préparation conspiratrice des actions révolutionnaires :

« La question de savoir si de grandes manifestations populaires ou actions de masse se produiront réellement, que ce soit sous une forme ou une autre, est déterminée par toute la foule des facteurs économiques, politiques et psychiques, par la tension correspondante des contradictions de classe, par le degré de compréhension des masses et par la maturité de leur disposition d'esprit à se battre, toutes choses qui sont imprévisibles et qu'aucun parti ne peut fabriquer artificiellement. »<sup>3</sup>

On peut suivre dans les circulaires du groupe gravitant autour de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, circulaires qui parurent illégalement à partir de décembre 1914, les efforts en vue de la création d'une nouvelle Internationale révolutionnaire et pour la démarcation d'avec l'autre opposition, la "Communauté du Travail"<sup>4</sup>. Bien que Rosa Luxemburg ait été l'une des premières à avoir attiré l'attention sur les phénomènes de bureaucratisation dans le SPD, on ne trouve ni dans la Brochure de "Junius", ni dans les Lettres de "Spartacus", une analyse des contradictions internes du parti qui serait issue du point de vue de la problématique chefs-masses. Le fait que cet aspect ait fait défaut dans ses publications durant la guerre s'explique par sa lutte avec ses propres partisans qui, irrités par l'attitude répressive de la direction du SPD et par l'indécision de la "Communauté du Travail", poussaient à l'autonomisation organisationnelle<sup>5</sup>. Par crainte que les radicaux de gauche ne soient privés de leur base d'agitation à l'intérieur du parti et qu'ils ne soient relégués à l'état de secte, elle évita de creuser ce sillon par des contributions au problème chefs-masses. Il est impossible de trancher avec certitude dans quelle mesure il est exact que Rosa Luxemburg – ainsi que le prétendit le communiste de gauche ultérieur Laufenberg – ne se libéra jamais du modèle d'organisation du

<sup>1</sup> Rosa Luxemburg, *Die Krise der Sozialdemokratie* [La crise de la social-démocratie], Berne 1916. Rosa Luxemburg a rédigé ce texte en avril 1915 pendant qu'elle séjournait en prison ; il a été publié en 1916 sous le pseudonyme de "Junius".

<sup>2</sup> Rosa Luxemburg, *Die Krise der Sozialdemokratie*, p. 63.

<sup>3</sup> Rosa Luxemburg, *Die Krise der Sozialdemokratie*, p. 60.

<sup>4</sup> *Spartakus-Briefe* [Les lettres de Spartacus]. Éditées par l'Institut pour le marxisme-léninisme auprès du CC du SED, Berlin 1958. Voir en particulier la Circulaire n° 12 : *Die Dezembermänner von 1915* [Les décebristes de 1915], et : Circulaire n° 15 : *Die Gegensätze der Opposition* [Les contradictions de l'Opposition], *ibidem*, p. 86 sq. et p. 118 sq.

<sup>5</sup> Voir à ce sujet Paul Fröhlich, *opus cité*, p. 265. Fröhlich défendait lui-même à cette époque-là, en tant que journaliste à l'"Arbeiter Politik" de Brême cette revendication.

SPD. Il est en revanche certain, et cela devient patent dans ses "Directives sur les tâches de la social-démocratie internationale"<sup>6</sup>, qu'elle n'était en aucun cas disposée, malgré ses prémisses de la spontanéité, à faire découler des principes d'organisation fédéralistes du problème de l'oligarchie dans les organisations ouvrières, problème dont elle était parfaitement consciente; Laufenberg, ultérieurement, voulut justement voir exprimé dans ces directives « la conception fondamentale, autoritaire et strictement centralisée, de la Ligue Spartacus »<sup>7</sup>.

Que les conceptions organisationnelles de Rosa Luxemburg n'aient pas été partagées par l'ensemble du Groupe-"Spartacus", cela est démontré par les Notes de prison de Karl Liebknecht, lesquelles furent plus tard passées sous silence par le KPD, mais publiées et mises en valeur par les communistes de gauche<sup>8</sup>. Dans ses réflexions sur les différences d'opinion dans la social-démocratie allemande, qu'il mit par écrit en 1917 en détention préventive, Liebknecht distinguait trois couches sociales à l'intérieur du SPD. Premièrement, les fonctionnaires rémunérés, les petits industriels, commerçants et artisans, etc., « tout ce qui est directement attaché à la situation sociale actuelle par la propriété ou la formation »; « les instances, la bureaucratie, sont leurs représentants naturels »<sup>9</sup>; ils constituent la base sociale de la politique de la majorité du parti. Deuxièmement : « Les ouvriers, les artisans, etc., instruits et plus à l'aise. Pour eux, la gravité du risque d'une explication sérieuse avec les classes dominantes n'est pas clair »; « ils veulent protester et "lutter", mais ils ne peuvent pas se décider à traverser le Rubicon »<sup>10</sup>. Ils représentent la base sociale pour l'attitude de la "Communauté du Travail". Troisièmement : « La masse sans propriété des ouvriers non qualifiés, le prolétariat au sens propre, étroit, du mot »<sup>11</sup>. Seule cette couche n'a rien à perdre à l'abolition de l'État existant. « Ce sont ces masses, le prolétariat, que nous représentons »<sup>12</sup>, nous, c'est-à-dire la Ligue-"Spartacus". Dans la tradition de la critique radicale que Robert Michels et Anton Pannekoek font de la bureaucratie, Liebknecht montre ensuite que la première des couches désignées (les fonctionnaires rémunérés, etc.) ne peut rien faire d'autre que d'aspirer à des formes uniquement modérées du conflit de classe, « qui ne remettent en cause ni l'"organisation", ni leurs positions, ni leur existence. L'organisation est pour eux un but en soi, et non un moyen pour un but révolutionnaire »<sup>13</sup>. Il proposa de manière détaillée dans ce qui suit les mesures organisationnelles destinées à lutter contre la maladie de la bureaucratie, parmi laquelle il compte également les parlementaires :

« Suppression de la bureaucratie rémunérée ou bien son exclusion de toutes les décisions, sa limitation au travail technique d'appoint; interdiction de la réélection de tous les fonctionnaires après une certaine durée...; restriction de la compétence des instances; *décentralisation*; scrutin primaire pour les questions importantes (droit de veto et d'initiative)... L'éducation des masses et de chaque individu à l'indépendance intellectuelle et morale, à l'incrédulité vis-à-vis de l'autorité, à l'initiative propre et résolue, à la disponibilité et à la capacité d'action libres, constitue la seule base qui garantisse le développement d'un mouvement ouvrier à la hauteur de ses tâches historiques, ainsi que la condition essentielle pour l'extirpation du danger bureaucratique. »<sup>14</sup>

<sup>6</sup> Reproduit en annexe de la "Brochure de Junius", *opus cité*, p. 96 sq.

<sup>7</sup> Heinrich Laufenberg/Fritz Wolffheim, *Kommunismus gegen Spartakismus. Eine reinliche Scheidung* [Communisme contre spartakisme. Un divorce net et propre], Hambourg 1920, p. 4.

<sup>8</sup> Voir Karl Liebknecht, *Politische Aufzeichnungen aus seinem Nachlass* [Notes politiques tirées de sa succession], écrites dans les années 1917-18, éditées avec la collaboration de Sophie Liebknecht, et accompagnées d'un avant-propos et d'annotations de Franz Pfempfert, Berlin 1921 (Aktions-Verlag).

<sup>9</sup> Karl Liebknecht, *Politische Aufzeichnungen aus seinem Nachlass*, p. 25

<sup>10</sup> *Ibidem*, p. 25 sq.

<sup>11</sup> *Ibidem*, p. 26.

<sup>12</sup> *Ibidem*, p. 26. Souligné dans l'original.

<sup>13</sup> *Ibidem*, p. 27.

<sup>14</sup> Karl Liebknecht, *Politische Aufzeichnungen aus seinem Nachlass*, P ; 28 sq. Souligné dans l'original.

Il n'est pas difficile de reconnaître que les exigences de Rück au Congrès constitutif de l'USPD dérivent directement des réflexions de Liebknecht, ou alors que tous deux, à l'unisson, énoncèrent un état d'esprit répandu avec des expressions similaires. Liebknecht sembla avoir moins de préventions à l'encontre d'une autonomisation organisationnelle des radicaux de gauche que Rosa Luxemburg; il refusa résolument toute communauté d'organisation avec les partisans de la politique de "paix civile", et il fit dépendre les relations organisationnelles avec la "Communauté du Travail" de la complète liberté d'action pour la Ligue-"Spartacus" dans le cadre d'une telle relation<sup>15</sup>. De son point de vue, l'exigence de l'initiative des masses était de la plus grande importance dans ses projets d'organisation :

« Exiger cette initiative chez les masses, c'est précisément en Allemagne, le pays de l'obéissance passive et aveugle des masses, le problème d'éducation le plus urgent qui doit être résolu, au risque même que toute "discipline" et que toutes les "solides organisations" soient envoyées au diable. Il faut donner à l'individuel une latitude beaucoup plus grande que la tradition actuelle en Allemagne ne lui accorde. »<sup>16</sup>

Ce serait trop dire que de vouloir affirmer une contradiction entre Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg à l'égard de l'organisation, sur la base des différences qui ont été montrées jusqu'à présent; il est cependant indéniable qu'entre les deux il existe un déplacement de l'accent mis dans leur critique de la social-démocratie allemande : Rosa Luxemburg pensait avant tout à l'échelle historique; pour elle, l'effondrement de la Deuxième Internationale était un événement marquant qu'il s'agissait d'expliquer<sup>17</sup>. Liebknecht, le grand agitateur et le héros prolétarien du peuple, voyait dans des catégories moins larges; il expliquait l'effondrement du SPD en août 1914 – assurément d'une manière qui n'est pas moins pertinente que Rosa Luxemburg – par le sentiment, généralement répandu dans l'opposition, d'avoir été trahi par les "instances"; à partir de cette perspective, il formula des conséquences organisationnelles plus radicales que celles que l'on peut trouver chez Rosa Luxemburg. Ces différences entre la critique de Rosa Luxemburg et celle de Karl Liebknecht reflètent très exactement deux tendances à l'intérieur du Groupe-"Spartacus" (également appelé Groupe "Internationale" d'après son premier organe de presse aussitôt interdit), qui furent ainsi caractérisées en mars 1917 dans la "Arbeiterpolitik" de Brême : si des chefs du Groupe "Internationale" montraient l'aspiration à faire renaître l'ancienne tactique des chefs dans le nouveau mouvement, cela ne prouverait pas encore que cette aspiration serait tolérée par les membres de ce Groupe. On pouvait au contraire trouver de nombreux signes qui démontraient que les membres du Groupe "Internationale" dans l'Empire possédaient suffisamment d'indépendance « pour étouffer des envies de chefs de ce type »<sup>18</sup>. Les porte-parole de ces adhérents de la Ligue-"Spartacus" étaient Liebknecht, avec ses Notes de prison du début de 1917, et Rück, avec ses déclarations d'avril 1917. Le KAPD revendiqua plus tard ces deux chefs de la Ligue-"Spartacus"; il pouvait se réclamer de Karl Liebknecht avec plus de raison que de Rosa Luxemburg.

### **3. La "Gauche de Brême" regroupée autour de la "Arbeiterpolitik"**

<sup>15</sup> Voir *ibidem*, p. 30 sq.

<sup>16</sup> *Ibidem*, p. 31.

<sup>17</sup> Voir à ce sujet la critique de la brochure "Junius" faite par les radicaux de gauche de Brême, critique qui se termine par cette phrase : « L'on ne bâtit pas une politique ouvrière sur des réminiscences historiques, mais seulement sur le terrain des faits brutaux que "Junius" a ignorés ». "Arbeiterpolitik" 1<sup>o</sup> année (1916), n<sup>o</sup> 6-8 : *Im Fangnetz der Widersprüche* [Dans le filet des contradictions].

<sup>18</sup> "Arbeiterpolitik" 2<sup>o</sup> année (1917), n<sup>o</sup> 10.

Le communiste de gauche Heinrich Laufenberg décrivit en 1920 les contradictions qui sévissaient au sein des radicaux de gauche au cours de la guerre, c'est-à-dire les oppositions entre le Groupe-"Spartacus" et les autres groupes situés à l'extrême gauche de la social-démocratie :

« Lorsque nous faisons la critique de la banqueroute politique de la social-démocratie, nous voyions à Hambourg, en commun avec Knief à Brême, le centre de gravité de la catastrophe politique non pas dans le scrutin parlementaire formel, mais dans le viol des organisations par leurs instances dans l'intérêt de la politique de guerre, et ceci du fait que les instances du parti ont mis immédiatement en action leur appareil de pouvoir bureaucratique et leur presse pour obtenir de force dans le pays la soumission des organisations à la paix civile et ainsi à la dictature militaire que cette paix civile dissimulait assez mal. »<sup>1</sup>

Il reprochait à Rosa Luxemburg et au Groupe-"Spartacus" d'avoir au fond poursuivi la politique de la majorité de la social-démocratie, puisque, sur le plan des principes, ils n'avaient jamais remis en question la forme d'organisation du SPD. La politique qui était réclamée par les autres radicaux de gauche de Hambourg, de Brême, etc., aurait voulu en revanche la destruction des organisations centralisées du haut vers le bas et l'édification concomitante d'organisations prolétariennes du bas vers le haut « dans des formes qui reflètent la nature de l'État prolétarien »<sup>2</sup>. Tous ces différends, qui mèneront à l'automne 1919 à l'éclatement du KPD(S), seraient par conséquent déjà à l'œuvre dans les différentes positions des deux ailes du radicalisme de gauche lorsque la guerre a éclaté. Comme nous l'avons indiqué plus haut, cette opposition traversait déjà en plein la Ligue-"Spartacus" durant la guerre; et Laufenberg a oublié aussi de mentionner le rôle initial très important du Groupe-"Lichtstrahlen" à Berlin. Si l'on ajoute ces corrections, l'affirmation de Laufenberg est alors exacte : la tendance radicale de gauche, à laquelle se sont rattachées ultérieurement les organisations communistes de gauche et pour partie les organisations syndicalistes révolutionnaires, s'est déjà développée entre 1914 et 1918 sur des fronts clairs; elle est représentée par la "Gauche de Brême" réunie autour de la "Arbeiterpolitik" rédigée par Johannes Knief et Paul Fröhlich<sup>3</sup>, par le groupe qui gravite à Berlin autour des "Lichtstrahlen" publiés par Julian Borchardt, et par les radicaux de gauche de Hambourg autour de Heinrich Laufenberg et de Fritz Wolffheim<sup>4</sup>. Les deux premiers groupes, les plus importants, se firent connaître à partir de la fin de 1915 sous l'étiquette commune des "Socialistes Internationaux d'Allemagne" (ISD) après qu'ils ont pris, à la Conférence de Zimmerwald, une position commune, mais différente de celle de la Ligue-"Spartacus", par rapport à l'Internationale à refonder. Les contradictions entre ces radicaux de gauche et le Groupe-"Spartacus" ne se limitaient pas seulement à des différences d'opinion concernant la forme d'organisation.

---

<sup>1</sup> Heinrich Laufenberg/Fritz Wolffheim, *Kommunismus gegen Spartakismus*, p. 2.

<sup>2</sup> *Ibidem*, p. 2.

<sup>3</sup> Voir l'Appendice biographique.

<sup>4</sup> Un certain nombre de revues illégales, que les radicaux de gauche ont utilisé comme porte-voix, ont paru dans l'Empire à côté des organes nommés. Laufenberg et Wolffheim, les deux porte-parole ultérieurs du KAP pour l'Allemagne du Nord, publiaient le "Kampf" qui paraissait illégalement à Hambourg; Karl Minster, dirigeant ultérieur du KAP dans la Ruhr et à Francfort-sur-le-Main publiait le "Kampf" illégal à Duisbourg; l'Opposition de Stuttgart le "Sozial-demokrat" illégal; à Hambourg paraissait en outre la feuille illégale "Vorbot" qui portait le même nom que la revue publiée par Pannekoek en Suisse; le "Braunschweiger Volksfreund" était rédigé par Karl Radek et August Thalheimer. Voir à ce sujet : *Illustrierte Geschichte der Deutschen Revolution* [Histoire illustrée de la Révolution allemande], Berlin 1929, p. 143 : « Tous ces journaux, en particulier les "Spartakusbrieft" et la "Arbeiterpolitik" avaient des lecteurs dans tout l'empire et sur tous les fronts ».

Les différences théoriques qui étaient apparues à l'époque de l'avant-guerre entre Rosa Luxemburg et Anton Pannekoek avaient maintenant de telles conséquences que Rosa Luxemburg, en tant que théoricienne du Groupe-"Spartacus", se dressa face à Anton Pannekoek, en tant que théoricien en chef des ISD; il était tout à fait logique que Pannekoek, qui était déjà avant la guerre l'orateur le plus radical, soit devenu le porte-parole des ISD qui étaient à cet égard les plus radicaux, et que sa théorie critique de l'organisation prenne de l'extension dans les groupes qui cherchaient justement les causes de la "trahison" du SPD d'août 1914 dans sa forme d'organisation. Expulsé du pays en août 1914 en tant que ressortissant hollandais, il contribua cependant comme aucun autre, avec de nombreux articles dans les "Lichtstrahlen" et dans la "Arbeiterpolitik", à la clarification théorique des ISD<sup>5</sup>. La différence essentielle entre le Groupe-"Spartacus" et les ISD était – comme cela sera formulé ultérieurement dans les rangs du KAPD – que « Spartacus a toujours pratiqué une tactique, du fait de laquelle la porte de derrière est restée ouverte à la social-démocratie »<sup>6</sup>; les ISD au contraire voulaient la rupture radicale et ouverte aussi bien avec la majorité de la social-démocratie qu'avec l'USPD, la rupture organisationnelle, la rupture avec le modèle d'organisation bureaucratique et centralisée de la social-démocratie et la rupture avec l'irrésolution révolutionnaire de l'USP. Cette indécision révolutionnaire de l'USP était justement, selon l'avis de Karl Radek, le collaborateur et le porte-parole de la "Arbeiterpolitik" de Brême, encore contenue dans la Brochure de "Junius" rédigée par Rosa Luxemburg<sup>7</sup>. Radek suivait ici la critique que Lénine fit de la Brochure de "Junius", critique dans laquelle il est dit entre autres : « Premièrement, "Junius" ne s'est pas complètement libérée du centre des sociaux-démocrates de gauche allemands qui craignent une scission et ont peur d'exprimer totalement les mots d'ordre révolutionnaires... »<sup>8</sup>. La crainte de Rosa Luxemburg de l'isolement sectaire des radicaux de gauche allemands n'autorisait pas en effet cette séparation nette. Concernant la question de savoir si les radicaux de gauche devaient entrer dans une relation de cartel avec la "Communauté du Travail", et donc avec le "centre" dont Lénine parle, ou bien si – comme les ISD le réclamaient – ils devaient se séparer résolument du SPD et édifier leur propre organisation, Rosa Luxemburg motiva sa décision en faveur de la fusion avec la "Communauté du Travail" de la manière suivante en janvier 1917 :

« Aussi louables et compréhensibles que soient l'impatience et le ressentiment amer qui produisent aujourd'hui la fuite des meilleurs éléments hors du parti : la fuite reste la fuite, et pour nous elle est une trahison des masses qui se rendent à merci des Scheidemann et des Legien, de la bourgeoisie, et qui se débattent et suffoquent dans leur nœud coulant. On peut "sortir" de petites sectes ou de petites assemblées secrètes si elles ne conviennent pas afin de fonder de nouvelles sectes ou assemblées. Ce n'est rien d'autre que de la fantaisie immature que de vouloir libérer l'ensemble de la masse des prolétaires de ce joug le plus lourd et le plus menaçant de la bourgeoisie par une "simple" sortie et marcher à leur tête sur ce chemin avec des exemples courageux. Envoyer promener le livre des adhérents, ce qui est une illusion de libération, et porter aux nues le livre des adhérents, ce qui est une illusion de pouvoir, ne sont que deux choses identiques mais

---

<sup>5</sup> Les articles parus dans les "Lichtstrahlen" et dans la "Arbeiterpolitik" sous le nom de Karl Horner sont tous rédigés par Anton Pannekoek.

<sup>6</sup> Carl Schlicht, *Der Ursprung der KPD, zur Geschichte der Arbeiterbewegung in Deutschland* [Les origines du KPD, contribution à l'histoire du mouvement ouvrier en Allemagne], dans : "Proletarier, Kommunistische Zeitschrift für revolutionären Klassenkampf", édité par le KAPD, 2<sup>e</sup> année (1926), p. 97.

<sup>7</sup> Voir la critique de la brochure de "Junius" dans la "Arbeiterpolitik" 1<sup>o</sup> année (1916), n<sup>o</sup> 6-8 ; la critique est rédigée par Karl Radek. (Voir Carl Schlicht, *loc. cit.*, p. 71).

<sup>8</sup> Lénine, *Über die "Junius"-Broschüre* [Sur la brochure de "Junius"], dans : "Gegen den Strom" [Contre le courant], p. 426, cité dans : Carl Schlicht, *loc. cit.*, p. 97.

renversées, les pôles différents du crétinisme d'organisation, cette maladie constitutionnelle de la vieille social-démocratie allemande. »<sup>9</sup>

Le résultat de cette tactique différente fut que, lors du premier pas vers la nouvelle Internationale révolutionnaire, la Conférence de Zimmerwald en septembre 1915, les trois représentants de la Ligue-"Spartacus" ne votèrent pas pour la résolution, inspirée par Lénine, de l'aile gauche des délégués assemblés<sup>10</sup>, dans laquelle il était dit entre autres :

« Le social-patriotisme, ou social-impérialisme, sur le point de vue duquel se trouvent en Allemagne la majorité ouvertement patriotique des chefs sociaux-démocrates antérieurs aussi bien que le centre du parti qui se conduit de manière oppositionnelle,... est pour le prolétariat un ennemi plus dangereux que les apôtres bourgeois de l'impérialisme, car il peut, en abusant du drapeau du socialisme, induire en erreur la classe ouvrière non informée. »<sup>11</sup>

Karl Radek, comme représentant des radicaux de gauche de Brême, c'est-à-dire du groupe qui gravitera ultérieurement autour de la "Arbeiterpolitik", et Julian Borchardt, comme représentant du groupe radical de gauche réuni autour des "Lichtstrahlen", se reconnurent dans la "Gauche de Zimmerwald" se regroupant autour de Lénine. La conséquence de cette prise différente de position fut que la séparation qui était déjà établie, du fait des différences théoriques entre Rosa Luxemburg et Anton Pannekoek, dans le camp des radicaux de gauche allemands avant la guerre, commença à devenir visible au niveau de l'organisation : les partisans allemands de la "Gauche de Zimmerwald" se confrontèrent à l'avenir à la Ligue-"Spartacus" en tant que "Socialistes Internationaux d'Allemagne" (ISD). C'est Anton Pannekoek qui fut l'éditeur de l'éphémère organe de presse en langue allemande de la "Gauche de Zimmerwald", le "Vorbote" [le Précurseur] qui parut en Suisse<sup>12</sup>. L'étiquette d'ISD délimitait, dans une mesure encore supérieure à celle de "Spartacus", plus une tendance qu'une organisation réelle, laquelle était difficile à édifier dans les conditions de la guerre et de l'illégalité.

L'un des centres d'agitation des ISD fut le groupe réuni autour de la "Arbeiterpolitik" de Brême, qui continuait la tradition de la "Bremer Bürgerzeitung" radicale de gauche et marquée de l'empreinte théorique de Pannekoek<sup>13</sup> et qui parut à partir de juin 1916. La tactique de la "Gauche de Brême" a été fixée au plus tard depuis la Conférence de Zimmerwald en septembre 1915 : séparation résolue d'avec les Indépendants et la majorité de la social-démocratie, et édification d'une organisation radicale de gauche autonome. Le premier pas concret dans cette direction fut le blocage financier vis-à-vis des instances centrales du SPD. Ce pas-là fut

---

<sup>9</sup> Citation tirée d'un article du "Kampf" de Duisbourg du 6-01-1917 reproduit dans : *Dokumente und Materialien zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung* [Documents et matériaux en vue de l'histoire du mouvement ouvrier allemand], édité par l'Institut pour le Marxisme-léninisme auprès du CC du SED, Berlin 1958, vol. I (1914-1917), p. 522 sq.

<sup>10</sup> Voir d'autres faits sur les différences entre le groupe-"Spartacus" et la "gauche de Zimmerwald" chez Carl Schlicht, *loc. cit.*, dont la présentation n'est certainement pas impartiale, mais est très bien documentée.

<sup>11</sup> Voir le texte de la résolution dans : "Vorbote, Internationale Marxistische Rundschau" 1<sup>o</sup> année (1916), n<sup>o</sup> 1, p. 5 sq. Voir aussi Jules Humbert-Droz, *Der Krieg und die Internationale. Die Konferenzen von Zimmerwald und Kienthal* [La guerre et l'Internationale. Les conférences de Zimmerwald et de Kienthal], Vienne, Cologne, Stuttgart, Zurich 1964, p. 153 sq.

<sup>12</sup> Il parut deux numéros volumineux du "Vorbote, Internationale Marxistische Rundschau", Zurich/ Berne en janvier et en avril 1916 ; les collaborateurs étaient, à côté de Pannekoek, Roland-Horst, Gorter, Zinoviev, Lénine et Radek ; voir aussi Jules Humbert-Droz, *opus cité*, p. 157.

<sup>13</sup> L'éditeur du "Bremer Bürgerzeitung, le député social-démocrate au Reichstag Alfred Henke, avait accordé dans un premier temps son soutien aux deux oppositionnels de la Fraction Liebknecht et Rühle, mais il était ensuite passé à l'Opposition modérée de la "Communauté de Travail" et il avait donné à sa feuille une orientation correspondante.

examiné également dans le Groupe-"Spartacus", mais cependant de manière très hésitante et avant tout du point de vue de sa recevabilité juridique<sup>14</sup>. La "Gauche de Brême" fut la première organisation qui traduit cette idée en acte le 4 décembre 1916<sup>15</sup>; son exemple fut suivi le 18 décembre 1916 par les radicaux de gauche de Brunswick<sup>16</sup> et le 28 février 1917 par les oppositionnels radicaux de Hambourg<sup>17</sup>. Pour ceux-là comme pour les autres organisations qui combattaient les instances par le blocage des cotisations, ce pas eut généralement pour conséquence l'exclusion du SPD. Bien que la différence de tactique soit devenue claire comme le jour lors de la Conférence de Zimmerwald et dans le cas du blocage des cotisations, la "Gauche de Brême" n'abandonna pas l'espoir de gagner malgré tout à ses vues le Groupe-"Spartacus" pour la fondation d'un parti radical de gauche jusqu'à ce que celui-ci ne se joigne à l'USPD à Pâques 1917<sup>18</sup>. En août 1916, la "Arbeiterpolitik" écrivait encore qu'une bonne partie des contradictions qui conduisirent à la fondation des ISD, et « qui déterminèrent les radicaux de gauche de Brême à ne pas adhérer au Groupe "Internationale", est à l'heure actuelle, d'après nous – nous ne parlons qu'en notre propre nom –, surmontée »<sup>19</sup>. L'indignation de la "Gauche de Brême" fut d'autant plus grande lorsque le Groupe-"Spartacus" se laissa aller à un rattachement – d'après leurs conceptions – lourd de compromissions à l'ancienne "Communauté du Travail" et à l'USPD actuelle. Déjà à la conférence préparatoire de l'opposition en janvier 1917, les radicaux de Brême critiquèrent son comportement : la tâche historique du Groupe "Internationale" aurait dû être de promouvoir le processus de séparation entre le "Centre" et les radicaux de gauche par la critique de principe de la "Communauté Social-démocrate du Travail". Mais non seulement il ne s'est pas démarqué dans ses thèses de la politique de la "Communauté du Travail" avec une netteté critique nécessaire, mais il n'a pas non plus mis à nu suffisamment le point de vue du "social-patriotisme"<sup>20</sup>. Le rattachement du Groupe-"Spartacus" à l'USPD une fois consommé, la critique la plus violente s'installa de la part de la "Gauche de Brême"<sup>21</sup>, et il y eut aussi des appels constants à la formation d'organisations indépendantes des autres radicaux de gauche<sup>22</sup>. L'opinion de la Ligue-"Spartacus" dans l'Empire n'était en aucun cas unanime pour ce qui concerne le rattachement à la "Communauté du Travail"; les groupes de Duisburg, de Francfort/Main et de Dresde, s'étaient exprimés contre<sup>23</sup>; et même un certain nombre de membres de "Spartacus" déçus par le rattachement en vint à passer dans le camp des ISD représentés par la "Gauche de Brême". Comme dans la question de l'organisation, il apparaît ici aussi que la Ligue-"Spartacus" était divisée entre les radicaux modérés réunis autour de Rosa Luxemburg et les radicaux extrêmes qui penchaient vers la position des ISD. L'aile extrême du Groupe-"Spartacus" et les membres des ISD constituèrent ensuite à eux deux le gros de la majorité communiste de gauche au congrès de fondation du KPD(S) à la fin de l'année 1918.

---

<sup>14</sup> Voir la Circulaire n° 20 (15-05-1916) : *Finanzsperre und Organisationsstatut* [Blocage financier et statuts de l'organisation] dans "Spartakusbriefe", *opus cité*, p. 169 sq. et 189 sq.

<sup>15</sup> "Arbeiterpolitik" 1° année (1916), n° 25. La remarque suivante représente un coup de griffe donnée au Groupe-"Spartacus" : « Mais ce qui caractérise l'Opposition allemande, c'est le fait qu'elle permette aux sociaux-patriotes de fouler aux pieds les principes du Parti, tandis qu'elle se creuse les méninges pour savoir si elle peut retirer de la circulation un paragraphe tout à fait insignifiant des statuts de l'organisation. Quand les ouvriers allemands seront-ils enfin guéris de leur manie de l'organisation ! », 2° année (1917), n° 8.

<sup>16</sup> "Arbeiterpolitik" 1° année (1916), n° 27.

<sup>17</sup> "Arbeiterpolitik" 2° année (1917), n° 9.

<sup>18</sup> "Arbeiterpolitik" 1° année (1916), n° 10 : *Einheit oder Spaltung der Partei ?* [Unité ou scission du Parti. ?].

<sup>19</sup> "Arbeiterpolitik" 2° année (1917), n° 2.

<sup>20</sup> *Ibidem*.

<sup>21</sup> Voir "Arbeiterpolitik" 2° année (1917), n° 16 : *Die Konsequenz von Gotha*.

<sup>22</sup> Voir l'Appel dans l'Appendice documentaire n° 2.

<sup>23</sup> "Arbeiterpolitik" 2° année (1917), n° 16 ; il y a eu dans l'organe de Duisbourg de la Ligue-"Spartacus", le "Kampf", une vive discussion pour ou contre le rattachement à l'USPD.

Depuis le rattachement du Groupe-"Spartacus" à l'USPD en avril 1917, la division à l'intérieur du radicalisme de gauche allemand s'était une fois de plus approfondie. La "Arbeiterpolitik" de Brême représentait toutes les forces qui s'opposaient à ce rattachement et qui étaient favorables à la formation d'une organisation autonome. Que, malgré l'initiative de la "Gauche de Brême", la création d'une telle organisation radicale de gauche, sous l'étiquette déjà bien connue depuis la fin de 1915 des ISD, n'ait pas eu lieu, a résidé dans le fait que, à côté de la situation de guerre défavorable, ces forces politiques se contredisaient fortement et sans cesse les unes les autres et qu'une discussion éclairante ne pouvait pas se produire dans la situation d'illégalité. Après que les ISD se furent dissous par la suite dans le KPD(S) et qu'ils eurent joué jusqu'au début de 1920 un rôle dirigeant dans l'opposition communiste de gauche à l'intérieur du parti, leur revendication de la fondation d'une organisation radicale de gauche autonome, indépendante de la Ligue-"Spartacus", ne se réalisa dans la situation d'après-guerre qu'avec la fondation du KAPD, après le surcroît d'autres forces politiques et désormais avec d'autres protagonistes. Au Congrès constitutif du KAPD en avril 1920, on débattit de donner comme nom à la nouvelle organisation l'étiquette des anciens ISD qui avait été transformée en novembre 1918 par les radicaux de gauche de Brême en "Communistes Internationaux d'Allemagne" (IKD)<sup>24</sup>.

#### **4. Les radicaux de gauche de Berlin regroupés autour des "Lichtstrahlen"**

La "Arbeiterpolitik", qui parut à partir de juin 1916, partit, en particulier dans la critique de l'organisation et de la bureaucratie, du travail mené dans les "Lichtstrahlen" de Berlin, quand elle expliqua, par exemple, les causes de la défaillance de la social-démocratie allemande en août 1914 de la manière suivante :

« Modelé par les formes de l'État prusso-allemand avec son pouvoir militaire en augmentation permanente et avec sa bureaucratie de plus en plus envahissante, le SPD a dû, aussitôt qu'il devint un parti de masse, développer ces mêmes formes au sein de lui-même... L'organisation des masses devint son souci principal; elle devint en fin de compte un but en soi. C'est-à-dire par la suite, lorsque le puissant appareil d'organisation créa la bureaucratie, qui de moyen pour un but devint un but en soi. »<sup>1</sup>

La "Arbeiterpolitik" se savait d'accord dans cette critique non seulement avec les "Lichtstrahlen" mais aussi avec la critique d'avant la guerre du SPD par Michels et Pannekoek<sup>2</sup>. Sur le plan du programme, cela signifiait, concernant le jugement porté sur le SPD en août 1914 : « La politique des instances a vécu son grand fiasco historique; l'époque de la politique ouvrière commence »<sup>3</sup>. C'est précisément avec cet objectif, à savoir de créer pour les travailleurs les conditions d'une pensée et d'une action responsables et autonomes, que Julian Borchardt publia, de septembre 1913 jusqu'à son interdiction en avril 1916, les "Lichtstrahlen" comme « organe de formation pour les ouvriers pensants »<sup>4</sup>. S'appuyant uniquement sur la circonscription électorale du Reichstag, traditionnellement radicale, de Teltow-Beeskow-

<sup>24</sup> Voir plus bas le paragraphe sur le Congrès constitutif du KAPD. Un exposé plus détaillé de l'histoire de la "Gauche de Brême" et de l'ISD, comme cela est possible dans le cadre de ce travail, est préparé comme thèse à l'université de Berlin par Hansgeorg Conert sous le titre : *Entstehung, Politik und Theorie der Bremer Linken (IKD)* [Naissance, politique et théorie de la Gauche de Brême (IKD)].

<sup>1</sup> "Arbeiterpolitik" 1<sup>o</sup> année (1916), n<sup>o</sup> 1 : *Niederbruch und Aufstieg* [Effondrement et remontée].

<sup>2</sup> Voir en particulier "Arbeiterpolitik" 1<sup>o</sup> année (1916), n<sup>o</sup> 5 : *Die Reform des Führertums* [La réforme du système de commandement].

<sup>3</sup> "Arbeiterpolitik" 1<sup>o</sup> année (1916), n<sup>o</sup> 1.

Storkow-Charlottenburg (Wilhelm Werner avait déjà, en tant que délégué de Teltow, lancé ses attaques pour les “Jungen” aux congrès du parti de 1890 et 1891), cette revue resta toujours très étroitement liée à l'évolution personnelle de son éditeur et aux objectifs qu'il se fixait. Borchardt était du côté des prémisses de la spontanéité des gauches extrêmes de la social-démocratie allemande d'avant la guerre; il donna la parole à Franz Mehring et le laissa de la même façon faire des comptes rendus sur les publications de la "Fédération Libre"<sup>5</sup>. Depuis le début, les "Lichtstrahlen" eurent un accent anti-autoritaire particulier. Borchardt justifia de la manière suivante ses efforts pédagogiques envers les ouvriers :

« Nous sommes convaincus qu'une formation supérieure des masses socialistes extirpera cette croyance aveugle dans l'autorité qui est de nos jours inculquée aux hommes par les militaires et que nous trouvons donc malheureusement très souvent aussi dans des endroits où elle n'est pas à sa place. Elle disparaîtra sans doute comme la paille au vent quand tous les hommes posséderont le degré nécessaire d'instruction. Et avec elle disparaîtra également la possibilité que la masse suive les chefs sans jugement objectif propre, et par conséquent disparaîtra pour les chefs l'occasion, que ce soit de gré ou de force, de mener la masse sur des chemins autres que ceux où elle veut être menée. »<sup>6</sup>

Son indépendance éditoriale relativement grande et son attention particulière portée aux structures d'organisation autoritaires firent ainsi des "Lichtstrahlen", immédiatement après la "trahison des chefs ouvriers" en août 1914, le porte-voix de l'indignation à propos de cet acte. Presque tous les porte-parole de l'opposition radicale écrivirent entre août 1914 et avril 1916 dans les "Lichtstrahlen"<sup>7</sup>. Dans le numéro de septembre 1914, Borchardt mit déjà côte à côte les décisions d'avant-guerre du SPD concernant la question de la guerre et son attitude effective au cours du mois précédent, et il en arriva à la conclusion que ce parti était devenu une fois pour toutes peu digne de foi : « Qui croira encore les sociaux-démocrates à l'avenir? »<sup>8</sup>. Au cours du mois suivant, le groupe réuni autour de Borchardt fit toucher du doigt aux personnes situées à gauche de la social-démocratie l'autonomisation organisationnelle telle qu'elle s'était déjà accomplie en Hollande en 1909<sup>9</sup>. En 1915, l'agitation en faveur de la séparation résolue d'avec le SPD se renforça, étant donné que celui-ci aurait – ainsi que Borchardt chercha à le démontrer dans une brochure<sup>10</sup> publiée par sa propre maison d'édition – "abdiqué"; le SPD serait devenu un nouveau parti et l'on ne pourrait défendre ses buts révolutionnaires originels qu'à l'extérieur de son cadre organisationnel<sup>11</sup>. Et donc les radicaux berlinois regroupés autour de Borchardt repoussèrent aussi les appels de l'"Opposition à l'intérieur de l'organisation", de la

<sup>4</sup> La publication ultérieure du "Lichtstrahlen" n'a été autorisée par la censure militaire que sous la condition que la revue ait exclusivement un contenu instructif et culturel. Une condition que l'"Aktion" de Franz Pfempfert avait également subie durant les années de guerre. En mai 1916, la revue est parue sous un autre titre : "Der Leuchtturm" [Le Phare], mais avec l'ancien contenu pour l'essentiel. À la suite de quoi elle a été totalement interdite. Elle a paru de nouveau, de manière irrégulière, sous le nom de "Lichtstrahlen" à partir de novembre 1918 comme "Revue en faveur du communisme international" jusqu'en 1921.

<sup>5</sup> Voir "Lichtstrahlen", 1<sup>o</sup> année (1913), n<sup>o</sup> 4 et n<sup>o</sup> 11.

<sup>6</sup> "Lichtstrahlen", 1<sup>o</sup> année (1913), n<sup>o</sup> 11.

<sup>7</sup> À côté de Borchardt, c'est Pannekoek qui écrivait la plupart des articles ; mais il y avait aussi des contributions de Karl Radek, de Rosa Luxemburg, de Franz Mehring, de Karl Liebknecht, d'Otto Rühle, etc.

<sup>8</sup> "Lichtstrahlen", 2<sup>o</sup> année (1914), n<sup>o</sup> 1 : *Partei und Vaterland* [Parti et patrie].

<sup>9</sup> Voir "Lichtstrahlen", 2<sup>o</sup> année (1914), n<sup>o</sup> 2 : « Depuis déjà des années... la "gauche" a servi inconsciemment de feuille de vigne à l'intérieur du parti pour les péchés de cette dernière. Veut-elle continuer à se contenter d'espérer dans les résolutions du prochain congrès du parti et "collaborer" cordialement entre-temps?... Peut-être la décision des hommes de la "gauche" sera-t-elle facilitée par l'appel du pied clair et net que la "base" leur a fait dernièrement en soulevant cette question : la social-démocratie peut-elle supporter à la longue dans ses rangs les gens qui condamnent et combattent son attitude par rapport à la guerre ».

<sup>10</sup> Jullian Borchardt, *Vor und nach dem 4. August 1914. Hat die deutsche Sozialdemokratie abgedankt ?* [Avant et après le 4 août 1914. La social-démocratie allemande a-t-elle abdiqué ?].

<sup>11</sup> "Lichtstrahlen", 2<sup>o</sup> année (1915), n<sup>o</sup> 15 : *Eine neue Partei* [Un nouveau parti].

"Communauté du Travail", adressés à la direction du parti. La rédaction des "Lichtstrahlen" prit ses distances à l'égard d'une lettre de juin 1915, émanant d'un certain nombre de membres du SPD et adressée à la direction du parti, dans laquelle la politique de "paix civile" était clouée au pilori, avec des expressions sévères, comme un éloignement de plus en plus marqué des principes antérieurs du SPD, étant donné qu'elle ne croyait pas « que cela ait le moindre sens d'adresser un quelconque appel aux corps désignés (c'est-à-dire la direction du parti social-démocrate et le comité directeur de la fraction social-démocrate au Reichstag, NdA) »<sup>12</sup>. Comme cela a déjà été montré lors de la présentation du radicalisme de gauche de Brême, cette tactique allait exactement dans le sens de la résolution de Lénine à la première Conférence de Zimmerwald<sup>13</sup>. Après la constitution des ISD à la fin de 1915, Borchardt donna aux "Lichtstrahlen" le caractère d'un organe de ce regroupement oppositionnel et il publia par exemple en leur nom aussi son tract sur les dix-huit qui avaient refusé les crédits de guerre le 21 décembre 1915<sup>14</sup>. Avant le rattachement du Groupe-"Spartacus" à l'USPD en avril 1917, Borchardt ne voyait pas de barrières infranchissables entre les ISD et "Spartacus"<sup>15</sup>.

Cela changea dès que ce rattachement devint public; en mars 1917, il demanda, dans un appel des ISD<sup>16</sup>, indigné au regard de l'effondrement de la politique social-démocrate des instances en 1914 : « La création d'un nouveau parti qui, à la place des chefs Scheidemann et Ebert, mettra simplement les chefs Haase et Ledebour, ou bien encore les chefs Liebknecht et Luxemburg, servira-t-elle contre la répétition des mêmes événements? »<sup>17</sup>. L'évolution politique personnelle de Borchardt avait déjà, à cette époque (début 1917), prit un tournant qui le mettait aussi en contradiction avec les radicaux de gauche de Brême, et donc avec la plus grande partie des ISD, et qui devait le disqualifier à l'avenir comme porte-parole du mouvement radical de gauche. De son analyse du 4 août – très partielle par comparaison avec les efforts analytiques de la "Gauche de Brême" ou de la Ligue-"Spartacus" – comme un "fiasco de la politique des instances", il tira la conclusion radicale selon laquelle la forme d'organisation hiérarchique traditionnelle du parti serait tout simplement dépassée puisque, en elle, les ouvriers seraient empêchés obligatoirement d'avoir une pensée et une action indépendantes.

« Ce qui nous importe, c'est la *suppression de tous les chefs* dans le mouvement ouvrier. Ce dont nous avons besoin pour parvenir au socialisme, c'est de la démocratie pure parmi les camarades, c'est-à-dire *l'égalité de droits, l'indépendance, la volonté et la force de sa propre action* chez chaque individu. Nous pouvons ne pas avoir de chefs mais seulement des organes exécutifs qui, au lieu d'imposer leur volonté aux camarades, agissent au contraire seulement comme leurs mandataires. »<sup>18</sup>

Les radicaux de gauche de Brême eux-mêmes n'étaient en aucun cas prêts à tirer une conclusion à tel point rigoureuse de la problématique chefs-masses; ils reprochèrent à Borchardt de renoncer en somme à l'action politique avec son abandon de la forme d'organisation du parti. « Il mettait à la place du parti une secte de propagande avec des

<sup>12</sup> "Lichtstrahlen", 2<sup>e</sup> année (1915), n<sup>o</sup> 13.

<sup>13</sup> Concernant la Conférence de Zimmerwald, voir Karl Radek, *Der erste Schritt* [Le premier pas], dans : "Lichtstrahlen", 3<sup>e</sup> année (1915), n<sup>o</sup> 1.

<sup>14</sup> Internationale Sozialisten Deutschlands, *Die Minderheit des 21. Dezember 1915* [La minorité du 21 décembre 1915], Berlin 1916. Il voyait d'une part dans cet acte une « victoire des masses d'opposition, une preuve de leur force qui a obligé les chefs qui n'étaient sur un sol stable à les prendre en compte ». (p. 7). D'autre part il prévoyait qu'il ne fallait pas attendre de ces forces une opposition de principe.

<sup>15</sup> Il écrivait encore en janvier 1916 : « ...il y a enfin un troisième groupe, celui qui a publié à l'époque l'excellent cahier "Internationale". Absolument rien ne me sépare de lui ». Dans : "Lichtstrahlen", 3<sup>e</sup> année (1916), n<sup>o</sup> 4.

<sup>16</sup> "Arbeiterpolitik" 2<sup>e</sup> année (1917), n<sup>o</sup> 10. *An unsere Gesinnungsgenossen* [À nos sympathisants].

<sup>17</sup> *Ibidem*.

<sup>18</sup> "Arbeiterpolitik" 2<sup>e</sup> année (1917), n<sup>o</sup> 10. Les termes soulignés le sont dans l'original.

formes anarchistes »<sup>19</sup>. Il est en effet remarquable que ce soit le premier cas, dans la jeune tradition du radicalisme de gauche allemand – qui faisait valoir bien sûr, en commun avec les vieilles lignes traditionnelles de l'anarchisme et du syndicalisme révolutionnaire, les droits à l'initiative de l'individu à l'encontre des exigences de soumission de la part de l'appareil organisationnel – , que ce soit donc le premier cas où soient tirées par un groupe oppositionnel, de manière hautement consciente et volontaire, des conséquences qui nient l'organisation. De même que l'épuisement révolutionnaire du prolétariat fut plus tard la base sur laquelle se déroula la phase de désintégration des organisations communistes de gauche et syndicalistes révolutionnaires après 1921, phase où des tendances tout à fait analogues, qui refusent l'organisation, apparurent, de même la conclusion de Borchardt reposait sur la résignation qu'il avait exprimée dans un écrit de juillet 1920<sup>20</sup>. Il estimait que tout restait encore à faire dans la classe ouvrière allemande pour qu'elle se libère de ses chefs, et qu'elle apprenne à penser et à agir de manière responsable et autonome. « S'il se trouvait réellement quelques chefs qui appellent à la révolution, les masses ne les suivraient pas, car un tel esprit ne vit pas du tout en elles »<sup>21</sup>. Borchardt avait abandonné les prémisses de la spontanéité, la conviction de la nature créatrice et révolutionnaire des masses modernes. Personnellement, Borchardt s'était déjà discrédité vers le début de l'année 1917 dans les cercles des radicaux de gauche du fait de la présentation et de la publication d'un livre dans lequel il justifiait, entre autres, la guerre sous-marine allemande<sup>22</sup>. Il fut considéré à l'avenir comme un renégat par les radicaux de gauche – "Julian l'apostat" – auquel revint cependant le mérite historique d'avoir offert « à une époque de complet effondrement de la social-démocratie, une plateforme pour la nouvelle Internationale aux ouvriers du bâtiment dans ses "Lichtstrahlen" »<sup>23</sup> Lorsque Borchardt commença à publier à nouveau les "Lichtstrahlen" après la Révolution de Novembre, la "Gauche de Brême" – qui, entre la révolution de Novembre et la fondation du KPD(S), avait pris le nom de "Communistes Internationaux d'Allemagne" (IKD) – eut une attitude d'attente sceptique<sup>24</sup>. L'organe de la "Fédération Libre" recommanda la lecture des "Lichtstrahlen". Mais Borchardt avait perdu le contact avec le mouvement ouvrier radical et ses publications devinrent de manière étrange sans rapport avec le présent politique<sup>25</sup>. Les IKD avaient voulu voir si Borchardt, « dans le feu de la lutte de classe prolétarienne », se placerait aux côtés de la Ligue-"Spartacus", ou s'il voudrait réunir à nouveau ses partisans berlinois dans un club de débats. Borchardt se décida par la suite pour un club de discussion; il resta jusqu'à sa mort (1932) un socialiste sans parti.

---

<sup>19</sup> "Arbeiterpolitik" 2<sup>o</sup> année (1917), n<sup>o</sup> 31 : *Abtrünnig* [Renégat].

<sup>20</sup> Julian Borchardt, *Revolutionshoffnungen* [Espoirs de révolution], Berlin 1917. Les ISD berlinois retirèrent à Borchardt sur la base de cet écrit le droit de parler encore au nom des ISD. Voir *Arbeiterpolitik* 2<sup>o</sup> année (1917), n<sup>o</sup> 36.

<sup>21</sup> Julian Borchardt, *Revolutionshoffnungen*, p. 7.

<sup>22</sup> Il s'agissait de : Karl Erdmann, *England und Sozialdemokratie*, [L'Angleterre et la social-démocratie], Berlin 1917. Voir la justification de Borchardt dans : "Arbeiterpolitik" 2<sup>o</sup> année (1917), n<sup>o</sup> 15. La rédaction n'accepta pas la justification. Voir aussi Julian Borchardt, *Ich und der U-Bootkrieg, ein Wort der Abwehr* [Moi et la guerre sous-marine, un mot pour ma défense], Berlin 1917.

<sup>23</sup> "Arbeiterpolitik" 2<sup>o</sup> année (1917), n<sup>o</sup> 31.

<sup>24</sup> Voir "Der Kommunist, Flugzeitung der Internationalen Sozialisten Deutschlands" 1<sup>o</sup> année (1918), n<sup>o</sup> 7. On y trouve cela à l'occasion de la réapparition des "Lichtstrahlen" : « Mais puisque cela ne dépend pas aujourd'hui seulement de l'indication de l'objectif, mais tout aussi bien des méthodes de lutte, sur lesquelles le premier cahier ne s'étend pas, nous allons attendre ce que les "Lichtstrahlen" ont à dire là-dessus avant de nous déclarer solidaires d'eux ».

<sup>25</sup> Voir par exemple Julian Borchardt, *Der kommunistische Aufbau* [La construction communiste], Berlin 1919. Julian Borchardt, *Die Diktatur des Proletariats* [La dictature du prolétariat], Berlin 1919. Julian Borchardt, *Kassandrarufe. Heraus aus Not und Tod !* [Prophéties. En finir avec la misère et la mort !], Berlin 1919.

## 5. Les radicaux de gauche de Hambourg

Les oppositionnels de Hambourg occupèrent dans le mouvement radical de gauche durant la guerre une position particulière dans la mesure où ils n'adhérèrent pas à l'internationalisme des ISD. Mais ces réserves nationales n'eurent des répercussions que beaucoup plus tard – lors de l'exclusion du porte-parole des radicaux de gauche de Hambourg au deuxième congrès du KPD(S) en octobre 1919 –. Dans leur lutte contre la politique de "paix civile" des "instances", ils ne se différencient pas des ISD. Laufenberg, qui – comme cela a été mentionné plus haut – avait été appelé à Hambourg par Franz Mehring en 1907, et qui eut déjà en 1912 des démêlés avec les instances du parti à cause de son radicalisme militant, et Fritz Wollfheim, qui avait été jusqu'en 1913 rédacteur dans un organe des IWW aux USA, constituèrent le centre de gravité de l'opposition dans les rangs des membres qui reprochaient aux directions locales du SPD d'obscurcir délibérément « la nature impérialiste de cette guerre »<sup>1</sup> en obéissant au mot d'ordre de "paix civile". Une occasion concrète pour que l'opposition s'enflamme fut l'appel du gouvernement du 16 août 1914 pour une instruction militaire générale de la jeunesse; le "Hamburger Echo", l'organe de l'union provinciale du SPD, approuva sans restrictions cet appel le mois même et il fut pris sous la protection des dirigeants contre les voix indignées qui émanaient des membres du parti. Laufenberg et Wollfheim décrivent ainsi la situation à grands traits : avec la discussion qui s'engageait, la contradiction entre les chefs qui s'orientaient d'après la politique de l'"Echo" et les masses qui tenaient fermement aux anciens principes prolétariens a nécessairement éclaté. « Toute critique au sens des masses apparut et devait apparaître comme une rébellion contre les opinions et les décisions des chefs »<sup>2</sup>. Il sembla à Laufenberg et à Wollfheim que l'objectif spécifique de l'opposition qui se manifestait par cette rébellion était « d'apporter des changements modernes dans la forme d'organisation du prolétariat allemand »<sup>3</sup>. Les propositions de réforme organisationnelle que les masses devaient faire aux représentants de l'organisation et de l'action future, n'étaient pas essentiellement différentes de celles que Fritz Rück exposa ultérieurement au nom de la Ligue-"Spartacus" au Congrès constitutif de l'USPD. Dans toutes les questions politiques du Grand Hambourg, l'organisation du Land, en tant que représentante des adhérents, devait être l'instance suprême. Tous les rédacteurs politiques et tous les fonctionnaires politiques auraient dû se faire élire annuellement dans l'organisation du Land. On attendait des députés au Reichstag qu'ils acceptent les directives des hommes de confiance avant tout scrutin important et qu'ils soumettent en permanence à la discussion leur activité parlementaire<sup>4</sup>. Quand Laufenberg prétendit plus tard que les oppositions de Hambourg et de Brême avaient déjà pendant la guerre, sur les questions d'organisation, une position fondamentalement différente de celle du Groupe-"Spartacus"<sup>5</sup>, cela n'était exact que dans la mesure où le Groupe-"Spartacus" était représenté par Rosa Luxemburg. Une différence plus explicite entre l'opposition de Hambourg et le Groupe-"Spartacus" peut être établie dans la conception qu'avaient Laufenberg et Wollfheim de la grève politique durant la guerre et dans leur "national-bolchevisme" déjà élaboré. De ces deux éléments, seule l'idée de la grève politique sera considérée ici dans un premier temps. Après avoir mis à nu le caractère impérialiste de la guerre dans une première brochure éditée à compte d'auteur en septembre 1914<sup>6</sup>, les deux porte-parole de l'opposition de

---

<sup>1</sup>Heinrich Laufenberg/Fritz Wollfheim/Carl Herz, *Organisation, Krieg und Kritik, Dokumenten zur den Hamburger Parteidebatten* [Organisation, guerre et critique, Documents destinés aux débats du parti à Hambourg], Hambourg sans date (mars 1915), p. 8.

<sup>2</sup> *Ibidem*, p. 34.

<sup>3</sup> *Ibidem*, p. 75.

<sup>4</sup> Heinrich Laufenberg/Fritz Wollfheim/Carl Herz, *opus cité*, p. 75

<sup>5</sup> Heinrich Laufenberg/Fritz Wollfheim, *Kommunismus gegen Spartakismus*, p. 2.

<sup>6</sup> Heinrich Laufenberg/Fritz Wollfheim, *Imperialismus und Demokratie*, Hambourg sans date (1914).

Hambourg développèrent dans une autre publication, et en se rattachant à un écrit d'avant-guerre de Laufenberg sur la grève politique, leurs conceptions de la forme des actions de masse à venir<sup>7</sup>. La condamnation du parlementarisme restait tout à fait dans le cadre de la critique radicale de l'époque d'avant-guerre : « En tant que moyen de domination de la bourgeoisie, le parlementarisme moderne ne peut pas conduire à l'abdication de la bourgeoisie »<sup>8</sup>. Pour la question syndicale en revanche, il émerge une nouvelle idée dont l'origine revient sans aucun doute à l'activité de Fritz Wollfheim pour les "Industrial Workers of the World" (IWW) comme rédacteur du "Vorwärts der Pacific-Küste"<sup>9</sup> à San Francisco<sup>10</sup>. Conformément aux transformations dans l'industrie moderne, les syndicats doivent eux aussi – selon l'avis de Laufenberg et de Wollfheim – changer leur organisation et leur tactique. Avec la centralisation progressive de l'industrie entre les mains d'un petit nombre de groupes d'entreprises par la syndication et la cartellisation de branches d'industrie entières, les salariés ne peuvent s'opposer efficacement au capital que sous la forme de la fédération d'industrie. La forme de la fédération d'industrie, dont les partisans dans les "syndicats libres" ne représentaient à cette époque-là qu'une petite minorité et qui ne s'est imposée en Allemagne qu'après la deuxième guerre mondiale, devait se fonder sur des organisations d'entreprise en tant que cellules du rang le plus bas. « À la forme de l'industrie monopoliste correspond du côté des travailleurs la pure fédération d'industrie sur la base des organisations d'entreprise »<sup>11</sup>. Le succès des actions économiques de masse qui doivent être menées sur cette base organisationnelle dépendront moins de la puissance financière de soutien des fédérations que du fait qu'elles réussiront à mettre aussi en mouvement les masses inorganisées. Si cela réussit, alors « le centre de gravité de l'action économique ... se déplace vers le domaine politique; l'action économique partielle se transforme en une action politique de la classe tout entière »<sup>12</sup>, qui est dirigée contre le pouvoir politique de la classe des entrepreneurs.

Ce n'est pas seulement le principe de l'organisation d'entreprise et celui de la fédération d'industrie des IWW, une forme américaine du syndicalisme révolutionnaire, qui sont contenus en 1915 dans le programme de Laufenberg et de Wollfheim pour les syndicats; dans la conception de la transformation de l'action économique en action politique, il y a aussi l'idée syndicaliste révolutionnaire de la grève générale comme introduction à la révolution sociale. Les deux auteurs affirmèrent en 1915 encore qu'il ne s'agissait pas « de la destruction des syndicats existants » mais de leur « transformation exigée par les circonstances »<sup>13</sup>. Également, ces idées n'avaient pas encore pris le nom d'unionisme. Mais puisque Laufenberg et Wollfheim assurent que les idées présentées dans les trois brochures de guerre « n'expriment pas seulement les conceptions personnelles des auteurs, mais la façon de voir des têtes les plus mûres et les plus claires à l'intérieur de la classe ouvrière elle-même »<sup>14</sup>, l'on peut être certain que les conceptions unionistes avaient déjà été discutées à Hambourg pendant les années de guerre; Hambourg resta aussi ultérieurement le lieu de transit et le centre de rayonnement de l'unionisme allemand selon le modèle des "Industrial Workers of the World".

---

<sup>7</sup>Heinrich Laufenberg/Fritz Wollfheim, *Demokratie und Organisation, Grundlinien proletarischer Politik* [Démocratie et organisation, lignes fondamentales de la politique prolétarienne], Hambourg (1915).

<sup>8</sup>*Ibidem.*

<sup>9</sup>Voir à ce sujet l'avant-propos d'Heinrich Laufenberg/Fritz Wollfheim, *Demokratie und Organisation*, p. 5 sq.

<sup>10</sup>Ce n'est pas tout à fait exact lorsque Peter von Oertzen (*opus cité*) affirme dans son exposé détaillé sur le mouvement allemand des conseils que l'on ne trouve chez Laufenberg et Wollfheim (malgré le passé IWW du second) aucune sorte d'indice de pensée conseilliste révolutionnaire. P. von Oertzen oublie les trois brochures que Laufenberg et Wollfheim ont écrites durant la guerre.

<sup>11</sup>Heinrich Laufenberg/Fritz Wollfheim, *Demokratie und Organisation*, p. 55.

<sup>12</sup>Heinrich Laufenberg/Fritz Wollfheim, *Demokratie und Organisation*, p. 66

<sup>13</sup>*Ibidem.*

<sup>14</sup>Heinrich Laufenberg/Fritz Wollfheim, *Kommunismus gegen Spartakismus*, p. 3.

## **6. Les mouvements spontanés de grève et l'autonomisation des organisations syndicales locales**

Avec la rébellion à l'égard de la politique des "instances" dans le SPD, le mouvement d'opposition s'est attaqué progressivement à la politique de la direction des "syndicats libres". Les positions fondamentales de la phase de création du futur KPD se dessinaient – comme nous l'avons exposé – dans l'opposition politique radicale. C'est de l'opposition dans les organisations ouvrières économiques que naquit directement durant la guerre les éléments pour la base de masse ultérieure du syndicalisme révolutionnaire allemand et des organisations syndicales communistes de gauche qui lui étaient proches. La critique adressée avant la guerre aux syndicats par le camp des radicaux sembla a posteriori justifiée par le comportement de la direction des "syndicats libres" en août 1914. On expliqua dans de larges cercles cette "trahison des chefs syndicaux" par les slogans de "bureaucratisation", d'"appareillage" et de "fonctionnarisation"<sup>1</sup>. À côté de l'abandon volontaire du droit de grève du fait de la résolution sur la "paix civile" d'août 1914, la suppression de la libre circulation des salariés occasionnée par la loi sur le service auxiliaire de décembre 1916 fut en particulier l'objet de critique au sein des syndicats<sup>2</sup>. « Toutes ces décisions des instances syndicales depuis l'éclatement de la guerre ne reposent pas sur la base du droit d'autodétermination des membres mais proviennent généralement de la conscience de pouvoir autocratique de ces instances »<sup>3</sup>, disait-on à la fin de février 1918 par exemple au congrès syndical extraordinaire des fourreurs-pelletiers. La révolte contre ces mesures autocratiques était déjà perceptible en 1915 dans les discussions internes de certains syndicats<sup>4</sup>. En juin 1917, une résolution de la 13<sup>e</sup> Assemblée générale ordinaire du syndicat des ouvriers métallurgistes, qui était désormais le plus important au sein des "syndicats libres", ne fut par exemple repoussée que par 77 voix contre 44; on parlait dans cette résolution, entre autres, de « la position des instances syndicales par rapport aux questions soulevées par la guerre » :

« La démocratie est le fondement de l'organisation. La volonté des membres est la loi suprême. Les fonctionnaires ne peuvent être que l'instrument de la volonté des membres. Cela exclut toute politique des instances. Le droit à la libre expression des opinions doit être garanti aux membres à l'intérieur de l'organisation... L'assemblée générale élève la protestation la plus vive contre cette position (le soutien du gouvernement, NdA), et en particulier lors de l'institution de la loi sur le service auxiliaire... L'assemblée générale proteste en outre contre les tentatives de la commission générale et de la conférence des présidents d'aligner les syndicats sur la politique du 4

---

<sup>1</sup> Voir à ce sujet Rudolf Rettig. *Die Gewerkschaftsarbeit der Kommunistischen Partei Deutschlands von 1918-1925, unter besonderer Berücksichtigung der Auseinandersetzungen mit den Freien Gewerkschaften* [Le travail syndical du Parti Communiste d'Allemagne de 1918 à 1925, en prenant particulièrement en compte les affrontements avec les Syndicats Libres], thèse de doctorat, Hambourg 1954, p. 3 sq.

<sup>2</sup> La loi sur le service auxiliaire est qualifiée, dans une politique contemporaine issue des rangs de l'USPD, de « soutien le plus énergique à la politique de guerre de la part des syndicats ». Voir Hermann Liebmann, *Die Politik der Generalkommission ; ein Sündenregister der Zentralvorstände der Freien Gewerkschaften Deutschlands und ein Wegweiser für die Zukunft* [La politique de la Commission générale ; la liste des péchés commis par les comités directeurs centraux des Syndicats Libres d'Allemagne et un guide pour le futur], Leipzig 1919, p. 48. Voir aussi dans ce texte les causes historiques de la résolution sur la "paix civile".

<sup>3</sup> Cité par : Paul Lange, *Die Politik der Gewerkschaftsführung von 1914-1919* [La politique des dirigeants syndicaux de 1914 à 1919], Berlin., 1919, p. 23.

<sup>4</sup> Voir à ce sujet : Emil Lederer, *Sozialpolitische Chronik : Die Gewerkschaftsbewegung 1914/16* [Chronique sociale-politique : le mouvement syndical 1914/16] dans : Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik, vol. XXXV (1916/17), p. 285 sq.

août – ces tentatives conduisent à une politique des instances néfaste et elles sapent les fondements démocratiques de l'organisation. »<sup>5</sup>

La profonde méfiance envers les chefs ouvriers d'août 1914, qui avait déjà été établie, en rapport avec la fondation de l'USPD, comme le facteur socio-psychologique le plus constant pour la formation des nouveaux groupements de gauche, apparaît ici aussi clairement. Les conséquences qui furent tirées de cela allèrent de la revendication du simple remplacement de l'ensemble des chefs compromis des "Syndicats libres" jusqu'à l'autodétermination complète, quasi syndicaliste révolutionnaire, des organisations syndicales locales. La plus grande partie des mécontents penchait sans aucun doute pour une solution plus tempérée du problème de l'oligarchie, conformément aux revendications modérées de décentralisation de la majorité du SPD; l'USPD devint aussi, depuis sa fondation en avril 1917, le support organisationnel du mouvement syndical d'opposition. Le Congrès constitutif avait favorisé la lutte systématique contre la politique des instances syndicales à l'intérieur des fédérations syndicales ainsi que l'organisation des adhérents des syndicats qui étaient du côté de l'opposition<sup>6</sup>. Dans les cercles des groupes radicaux de gauche en revanche, l'on ne montra dans un premier temps aucun intérêt à l'organisation de l'opposition syndicale; c'est ainsi qu'une Conférence des délégués de l'Empire de la Ligue-"Spartacus" repoussa en octobre 1918 une prise de position sur la question syndicale au motif que l'attitude des syndicats était à l'époque d'une importance secondaire pour les événements politiques<sup>7</sup>.

Étant donné la durée de la guerre, la situation de plus en plus difficile des approvisionnements dans l'Empire, et finalement sous l'effet des événements révolutionnaires en Russie, le mouvement d'opposition dans les syndicats se manifesta ouvertement tout d'abord sous la forme de grèves spontanées dans tout l'Empire; il grossit dans les grèves de janvier de l'année suivante et il se déchaîna totalement après la Révolution de Novembre. Ces grèves "sauvages" – qui correspondaient en effet exactement à l'exigence syndicaliste révolutionnaire de l'action directe et à la revendication de l'action de masse spontanée, telle qu'elle a été formulée avant la guerre par les radicaux de gauche sociaux-démocrates – naquirent en définitive tout à fait sans programme prémédité, comme des mesures immédiates de légitime défense des ouvriers, provoquées par leur situation de détresse économique. Étant donné que, du côté de la Commission générale, on avait procédé de manière répressive, occasionnellement en collaboration avec les autorités militaires<sup>8</sup>, contre ces grèves, le gouffre existant entre les oppositionnels et les chefs syndicaux ne fit qu'augmenter.

« Puisque les grèves de masse actuelles dans l'Empire allemand sont nées contre la volonté de la direction centrale des syndicats allemands et qu'elles ont pris une grande extension, il en résulte que la Commission générale n'a plus la confiance des masses. »<sup>9</sup>

Cela ne laissa pas le moindre doute dans les endroits où l'opposition constituait la majorité; là, on chassait en général les anciens fonctionnaires, on interrompait le versement des cotisations aux instances centrales de l'organisation, et l'on se réorganisait sur un plan local<sup>10</sup>. Comme la méthode de l'action directe, ce "localisme" – l'autonomie réelle des unités

<sup>5</sup> Cité par : Philipp Alexander Koller, *Das Massen- und Führerproblem in den "Freien Gewerkschaften"* [Le problème des masses et des chefs dans les "syndicats libres"], Tübingen 1920, p. 93 sq. Cette publication est parue comme cahier complémentaire n° 17 de l'Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik ; ces archives ont continué les recherches commencées avec les essais de Robert Michels sur les phénomènes de bureaucratisme à l'exemple des syndicats.

<sup>6</sup> Voir à ce sujet : Rudolf Rettig, *opus cité*, p. 6 sq.

<sup>7</sup> Voir *ibidem*, p. 9 sq.

<sup>8</sup> Voir à ce sujet : Hermann Liebmann, *opus cité*, p. 50 sq.

<sup>9</sup> C'est ce que dit en février 1918 le syndicat centralisé des employés de commerce, cité par Paul Lange, *opus cité*, p. 22.

organisationnelles inférieures qui s'ensuivit – fut le résultat immédiat de la situation particulière de la classe ouvrière organisée en Allemagne et non pas le résultat de l'agitation syndicaliste révolutionnaire ou d'une autre agitation radicale de gauche. C'est sur cette base, c'est-à-dire la disposition largement répandue à la légitime défense immédiate (action directe) et à l'autonomie locale comme réaction aux instances centrales compromises par la politique de "paix civile" (fédéralisme), que les organisations syndicalistes révolutionnaires et communistes de gauche obtinrent leur afflux d'adhérents après la première déception révolutionnaire dans la seconde moitié de l'année 1919.

Les théories syndicalistes révolutionnaires et unionistes n'apparurent, il est vrai, qu'après la Révolution de Novembre, mais elles servirent d'auto-explication aux tendances qui s'étaient déjà pleinement développées dans le mouvement ouvrier. Pourtant, ce déploiement des nouvelles idéologies de lutte économique ne commença pas immédiatement. Les réflexions sur les tâches des syndicats s'engagèrent dans l'opposition syndicale après la guerre, réflexions qui devaient conduire directement à l'unionisme ou bien qui l'anticipèrent dans une certaine mesure. Des traces de ces tentatives théoriques se trouvent en grand nombre dans la "Arbeiterpolitik" de Brême. Elles débutèrent à peu près en même temps que les premiers grands mouvements de grève spontanés à partir du commencement de 1917. Dans un article de mars 1917<sup>11</sup>, le fétichisme d'organisation des syndicats est mentionné comme une cause de leur politique de "paix civile" et de leur carence pour ce qui concerne toute lutte sérieuse contre le capital. Des restrictions à l'égard du mot d'ordre – qui circulait donc déjà – de : "Sortez des syndicats!"<sup>12</sup> étaient encore exprimées, restrictions qui tomberont dans les articles ultérieurs sur la question syndicale. On réfléchissait à de nouvelles formes d'organisation syndicale qui, dans les luttes contre le capital après la guerre, « auront un caractère marqué d'épreuves de force spontanées au cours desquelles les éléments difficilement organisables feront pencher la balance : les travailleurs non qualifiés, les ouvrières et les jeunes ouvriers »<sup>13</sup>. Pour faire face à ces luttes, « la future organisation devrait avoir une forme plus mobile et posséder une capacité d'adaptation supérieure »<sup>14</sup>. Les institutions d'assistance qui favorisent la bureaucratie seraient supprimées, de même que l'organisation de métier, car elles sont désuètes au regard du développement de la grande industrie moderne. « L'évolution doit faire dépasser la fédération d'industrie pour conduire à une organisation sur la base la plus large, organisation qui s'articule, de manière naturellement adaptée, sur les entreprises (veut-on dire "s'appuie" ?, l'auteur) »<sup>15</sup>. L'on reconnaît le programme syndical des radicaux de gauche de Hambourg, lequel fut formulé sous l'influence de l'ex-rédacteur des IWW, Wolffheim<sup>16</sup>.

Une autre idée, qui – comme l'unionisme hambourgeois de Wolffheim et Laufenberg – fut développée après la guerre par Otto Rühle en théorie révolutionnaire, eut manifestement une résonance plus large dans l'opposition syndicale : l'idée de l'organisation unitaire. Le premier article qui expose cette idée parut en juin 1917 dans la "Arbeiterpolitik"<sup>17</sup>. Avec des expressions encore incertaines et pas particulièrement adroites, l'article appelle à la discussion

---

<sup>10</sup> La résolution déjà mentionnée de l'Assemblée Générale du Syndicat des ouvriers métallurgistes allemands en juin 1917 avait par exemple exigé la conservation des cotisations. D'autres exemple pour ces événements chez Philipp Alexander Koller, *opus cité*, p. 99 sq.

<sup>11</sup> "Arbeiterpolitik" 2<sup>e</sup> année (1917), n<sup>o</sup> 12 : *Gewerkschaftsprobleme* [Problèmes syndicaux].

<sup>12</sup> *Ibidem*.

<sup>13</sup> *Ibidem*.

<sup>14</sup> "Arbeiterpolitik" 2<sup>e</sup> année (1917), n<sup>o</sup> 12

<sup>15</sup> *Ibidem*.

<sup>16</sup> Voir plus haut le paragraphe sur la gauche radicale de Hambourg.

<sup>17</sup> "Arbeiterpolitik" 2<sup>e</sup> année (1917), n<sup>o</sup> 22 : *Die Grundlegung einer neuen Arbeiterorganisation* [La fondation d'une nouvelle organisation syndicale]. L'article était introduit par la rédaction de l'"Arbeiterpolitik" de la manière suivante : « Une série d'articles ont été mis à notre disposition en provenance de milieux syndicaux et ces articles montrent clairement que maintenant, même dans les organisations conservatrices des travailleurs, à savoir les syndicats, l'esprit du temps commence finalement à agir ».

de la nouvelle forme d'organisation qui prendrait en compte le fait que le travailleur « n'a pas deux âmes, une âme syndicale et une âme de parti »<sup>18</sup>. À la forme concrète de la nouvelle organisation, les nombreux articles suivants portant sur l'"organisation unitaire" n'apportèrent pas eux non plus beaucoup de clarté :

« La nouvelle organisation doit être une organisation indépendante qui voit grand, mais qui est cependant finement articulée. Les métiers particuliers formeront des sections où leurs intérêts professionnels seront défendus. Mais puisque leur sentiment à l'égard des autres branches professionnelles sera un sentiment plus profond que dans les cartels actuels, leur politique devra aussi prendre davantage en compte les intérêts d'ensemble de la classe ouvrière. Mais puisque la nouvelle organisation est en même temps politique, il sera possible qu'elle choisisse des représentants au parlement en son sein. »<sup>19</sup>

De manière curieuse, on croyait encore à cette époque pouvoir combiner l'organisation unitaire avec le parlementarisme. On imaginait également la nouvelle organisation unitaire divisée par métiers. Plus tard, le principe de l'organisation d'entreprise et de la fédération d'industrie remplaça la division par métiers, et l'on rejeta strictement l'institution du parlement comme un vestige de l'époque bourgeoise. On attendait beaucoup de la nouvelle organisation une concentration des énergies oppositionnelles de la classe ouvrière, une réduction du "bureaucratisme", et des cotisations moindres « car les institutions d'assistance sont superflues »<sup>20</sup>. Dans les articles ultérieurs concernant l'organisation unitaire<sup>21</sup>, il devint tout à fait clair que les radicaux de gauche de Brême commençaient à voir en elle une alternative aux anciennes fédérations syndicales<sup>22</sup>. Dans la mesure où la "Arbeiterpolitik" s'ouvrait à la propagation de cette idée, le mot d'ordre ultérieur des communistes de gauche de "Sortez des syndicats!" fit son apparition chez elle.

Des observateurs contemporains crurent pouvoir établir l'efficacité des idées syndicalistes révolutionnaires dans les grèves de l'industrie de l'armement à Berlin en février et mars 1918<sup>23</sup>. Il est parfaitement vraisemblable que ce soit justement à Berlin, le bastion de loin le plus puissant de la "Fédération Libre" avant 1914, que l'agitation syndicaliste révolutionnaire à l'intérieur de l'opposition ait joué un certain rôle. Malgré ces témoignages, il n'est pas certain que l'on ne confonde pas la tendance avec la réalité, un peu comme Carl Legien qui caractérisa la résolution oppositionnelle déjà citée de la 13<sup>e</sup> Assemblée générale ordinaire du syndicat des ouvriers métallurgistes comme "anarcho-syndicaliste"<sup>24</sup>, alors qu'elle ne pouvait pas être désignée comme telle dans n'importe quelle acception historiquement significative. Au début de la guerre, la "Fédération libre" syndicaliste révolutionnaire avait joué, par ses manifestations courageuses contre la guerre, un court rôle dans l'opposition ouvrière contre la politique de

---

<sup>18</sup> *Ibidem.*

<sup>19</sup> *Ibidem.*

<sup>20</sup> *Ibidem.*

<sup>21</sup> "Arbeiterpolitik" 2<sup>e</sup> année (1917), n° 52 ; 3<sup>e</sup> année (1918), n° 13, 19, 20, 26, 34, 42, etc.

<sup>22</sup> Voir "Arbeiterpolitik" 3<sup>e</sup> année (1917), n° 20 : *Zur Reorganisation der Gewerkschaften* [La réorganisation des syndicats] : « La partie regroupée autour des Indépendants désire une réorganisation des syndicats tout en recommandant d'y rester, et en mettant en garde contre la sortie. Mais nous, les radicaux de gauche, nous reconnaissons bien là-dedans une demi-mesure qui est devenue une seconde nature chez les Indépendants et qui ne peut changer la moindre chose dans tout le système. Nous souhaitons sortir des syndicats et c'est là notre aspiration première afin de préparer le terrain à une organisation unitaire ». Non seulement les idées unionistes de la gauche radicale de Hambourg, mais aussi ce mouvement pour l'organisation unitaire, continuent à échapper, comme des tendances directement préparatoires, aux recherches les plus récentes sur l'origine de l'idée des conseils dans la Révolution allemande.

<sup>23</sup> Voir Emil Lederer, *Sozialpolitische Chronik : Die Gewerkschaftsbewegung 1916/18* [Chronique sociale-politique : le mouvement syndical 1916/18] dans : *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, vol. XXXXVI (1918/19), p. 844 sq. Voir également : von Saurma-Jeltsch, *opus cité*, p. 50 sq.

<sup>24</sup> Voir Philipp Alexander Koller, *opus cité*, p. 79.

"paix civile" Après que son organisation eut été détruite, sa presse interdite, et une série de ses rédacteurs se soit trouvée en prison pour cause de propagande anti-militaire<sup>25</sup>, une agitation organisationnelle efficace ne serait-ce que sporadique était difficilement pensable dans l'illégalité. Fritz Kater s'occupa jusqu'à la Révolution de Novembre des relations illégales entre les restes de l'organisation<sup>26</sup> et il créa ainsi les conditions de la réapparition étonnamment rapide et énergique de la "Fédération libre" dans le domaine de l'agitation déjà en novembre 1918. L'influence des autres cercles radicaux de gauche sur le mouvement d'opposition dans les syndicats durant la guerre fut aussi peu importante que l'influence du syndicalisme révolutionnaire allemand. La propagande unioniste hambourgeoise et l'agitation brêmeoise en faveur de l'organisation unitaire restèrent d'une importance limitée localement et secondaire. Le rapprochement tendanciel réel des fractions oppositionnelles des syndicats allemands des principes d'organisation et d'action syndicalistes révolutionnaires s'effectua indépendamment de l'agitation syndicaliste révolutionnaire ou de celle des autres radicaux de gauche; la renaissance de cette agitation à partir du milieu de 1917 fut plus une conséquence qu'une cause de ce rapprochement qui est né spontanément.

---

<sup>25</sup> Voir Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 192 sq.

<sup>26</sup> C'est ce que dit Rudolf Rocker, *Biographie de Fritz Kater*, p. 17.